

les États-Unis et le Nicaragua à la réunion de San José, et les violations du cessez-le-feu au Nicaragua, compromettent gravement ces accords et d'autres accords de paix centraméricains.

En résumé, pour ce qui est du processus de paix, il est juste de dire que des progrès notables ont été réalisés, même si ces progrès sont clairement menacés par les actions négatives répétées de divers participants de la scène centraméricaine. La guerre fait rage sans relâche en El Salvador, l'insurrection est loin d'être vaincue au Guatemala tandis qu'au Nicaragua, la paix, fragile, est soumise à rude épreuve. Dans ce dernier pays, le processus électoral se maintient, la situation des contras n'est pas meilleure, la collaboration avec les pays voisins s'est grandement améliorée et la guerre a été enrayée pendant un an et demi. Malheureusement, en octobre, la reprise des combats et un nouvel affrontement avec le président Bush ont nui aux possibilités de paix et toutes les parties en cause devront faire preuve d'une grande prudence pour que le processus de paix ait quelque chance de succès.

Au Guatemala, le tableau est quelque peu différent. Intervenant clé dans le processus de paix en raison de sa « neutralité active » et de sa diplomatie énergique en faveur de la paix dans la région, le Guatemala a, néanmoins, une marge de manoeuvre assez restreinte. L'armée est visiblement mécontente que le gouvernement souhaite négocier avec ses propres rebelles. Elle n'apprécie pas non plus le concept de neutralité dans un conflit où gauche et droite s'affrontent dans la région en général, et au Nicaragua en particulier. L'armée guatémaltèque abhorre les Sandinistes et ne cache pas sa préférence pour l'installation de régimes de droite partout en Amérique centrale. Certains éléments importants de l'armée guatémaltèque sont mécontents des ramifications nationales et internationales du processus de paix, mécontentement renforcé par leur insatisfaction à l'égard des résultats obtenus par le gouvernement civil sur le plan économique. Selon les militaires, l'armée a déjà remporté la victoire dans la campagne contre la guérilla avec laquelle le gouvernement désire maintenant négocier. Les tentatives de coups d'État de juin 1988 et de mai 1989 ont établi ce fait sans contredit. Pour l'instant, le Guatemala maintient ses engagements envers l'avancement du processus de paix, mais la capacité du gouvernement actuel à le faire est limitée.

En El Salvador, la situation est complètement différente. La guerre y demeure intense, et seuls ceux qui ne la subissent pas directement peuvent la qualifier de « conflit de faible intensité ». Avec plus de 70 000 morts, ce petit pays à l'économie ruinée dépend entièrement de l'aide américaine pour sa survie économique et militaire. Le gouvernement démocrate-chrétien vient d'y être remplacé par le parti d'extrême droite ARENA, un groupe étroitement associé à l'aile droite de l'armée et opposé aux genres de concessions qui pourraient intéresser les insurgés. Bien que le pays ait connu une série d'événements favorables au début de 1989, récemment des attitudes plus intransigeantes ont réduit le peu de flexibilité qui avait fait surface dans les positions habituellement rigides en matière de négociations.